IMPRIMÉ AU CHAMP DES MARS, PAR JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que PUNION soit conservée."

LUNDI MATIN, 14 JUILLET 1834.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 14 juillet.

Les malles du Nord ne nous ont rien apporté de nouveau.

Depuis notre dernier numéro, nous avons reçu plusieurs retours d'élections. E. D. WHITE est décidément élu à une très-forte majorité. Jusqu'à présent, elle est de 1517 voix.

Ch. Gayarré a également été dévancé par M. Johnson.—La majorité de ce dernier est de 1039.

Le général Ripley a été élu au second district congressionnel.

Nos grandes discussions politiques sont closes. Nous allons maintenant reprendre le cours ordinaire de nos travaux, nous réservant de dire ce qui pourra être de quelque intérêt pour le public ; sans chercher à nuire à personne, à moins que nous n'ayons à signaler des individus qui par leur conduite et leur position sociale seraient nuisibles à la communauté. Poursuivre le vice à outrance; encourager la vertu, telle a été la ligne que nous avons toujours suivie et dont nous ne nous écarterons jamais. Ces paroles haineuses qui enveniment les plaies au lieu de les guérir, seront bannies de nos écrits. S'il nous arrive d'être obligés d'adresser des reproches, nous le ferons toujours en termes qui ne puissent pas nous attirer le blâme même de ceux qui penseraient comme nous. Assez d'injures ont été dites qui n'ont amélioré en rien la chose publique ; assez de provocations ont été faites qui n'ont contribué qu'à aigrir les esprits ; il est tems de se rapprocher. Mettons bas les armes, réservons-les pour d'autres occasions ; c'est dans le sang de nos ennemis que nous devons les tremper ; elles ont été assez rougies par le sang de nos frères.

Exiger que tout le monde soit de même opinion, ce serait demander l'impossible. Mais ne peut-on pas avoir une manière de voir différente, sans se haïr ? Pourquoi n'admettrions-nous pas en politique cette tolérance que nous pratiquons en religion ? C'est la paix qui fait le bonheur des peuples; pourquoi ne jouirions nous pas de cette paix ? En serions-nous réduits à désirer la guerre, pour mettre fin à nos querelles individuelles ?

Maintenant que les passions se sont calmées, que nous avons repris notre sang-froid, ne sommes nous pas étonnés de lire tout ce que nous avons écrit *ab irato* ? que penserait-on en Europe de notre état social, quand on lira dans nos journaux le portrait des hommes que nous avons soutenus pour gouverneur ? Ne sera-t-on pas porté à croire que nous choisissons pour chefs les hommes les plus abjects et les plus corrompus ? La passion a pu nous aveugler à ce point de compter pour rien le deshonneur que des écrits sortis de la plume d'hommes animés par l'esprit de parti ont fait rejaillir sur notre pays. Quant à nous, malgré tout l'acharnement que nous avons pu mettre à soutenir notre candidat, on ne peut nous reprocher d'avoir rien dit qui pût faire croire que Mr. White fût un homme avili. Nous l'avons attaqué comme homme politique, mais jamais nous n'avons poussé l'indécence jusqu'à scruter sa vie privée pour le noircir ; mais ce n'est plus le moment de récriminer, puisque les premiers nous demandons que les hostilités cessent.

Nous faisons donc un appel à tous les hommes qui, comme nous, s'occupent de polémique, ce même appel, nous l'espérons, sera entendu de tous les citoyens qui ont à cœur leur tranquillité. Sachons prouver que le pays de la liberté n'est pas celui de la licence. Soyons assez sages pour mériter de conserver cette liberté qui ne se perd que par les abus que l'on en fait. Les autres peuples citent notre gouvernement comme un gouvernement modèle ; ne souffrons pas que les tyrans disent que nous sommes des modèles dangereux à suivre. Déjà nous avons perdu dans l'opinion des hommes qui s'occupent de la science gouvernementale ; ils disent que l'Amérique est déjà trop vieille pour jouir du bienfait de la liberté. Notre conduite ne prouverait-elle pas qu'ils ont raison ? C'est donc à nous d'être un peu plus réservé, de nous montrer plus sages pour que nos écrits n'aillent pas révéler à l'Europe nos dissensions intestines.

Membres élus pour la Législature de l'Etat.

Iberville. { Z. Labauve, *Sénateur*. / P. M. Lambremont, *Représentant*.
West Baton-Rouge—V. Patin, *Représentant*.
Est Baton-Rouge—Guy Duplantier, *Sénateur*.
Ditto A. N. Odgen, J. Devenport, *Représentants*.

RETOURS DES ELECTIONS.

POUR GOUVERNEUR.

	White.	*Dawson.*
Paroisse d'Orléans,	958	542
" Plaquemines,	17	119
" St-Bernard,	163	21
" Jefferson,	146	49
" St-Charles,	65	45
" St-Jacques,	284	110
" St-Jean-Baptiste,	160	19
" d'Iberville,	209	63
" St-Tammany,	32	162
" Est Baton Rouge,	186	207
" Ouest Baton Rouge,	168	23
" Ascension,	226	48
" Assomption,	295	31
" LaFourche Intérieure,	553	18
" Terrebonne,	155	97
" Pointe Coupée,	87	112
" Ouest-Féliciana,	37	271
" Est Féliciana,	70	230
" St. Martin,	100	43
" Lafayette,		
" St Landry,		
" Ste. Marie,	212	92
" Natchitoches,		
" Claiborne,		
" Rapides,		
" Avoyelles,		
" Catahoula,		
" Ouachita,		
" Livingston,	38	139
" St. Hélène,	12	264
" Washington,	20	134
" Carroll,		
" Concordia,		
Total,	4640	3123
Majorité de White,	1517	

Représentant du 1er. district Congressionel.

Récapitulation des votes donnés dans les différentes paroisses au Représentant au congrès.

	Johnson	Gayarré	Nicholls.
Orléans,	730	682	12
Plaquemines,	24	106	3
St. Bernard,	16	174	0
Jefferson,	85	120	0
St Charles,	74	81	0
St. Jean Baptiste,	166	66	0
St. Jacques,	207	140	47
Ascension,	109	4	159
Assomption,	480	4	79
La Fourche,	389	0	775
Terrebonne,	165	1	48
	2423	1384	523

Le *New York Daily Advertiser* du 28 du mois dernier, dit au sujet des affaires pécuniaires de cette ville. "Il n'y a pas de gêne sur le marché, les banques escomptant à des termes avantageux; la confiance est encore faible, les obligations de fortes sommes ne se prennent pas, mais celles pour les petites sommes se negocient sans difficulté.

Il s'est vendu à New York le 27 juin, 122 actions de la banque des Etats-Unis, de 103 1-8 à 103, le 29 du même mois, 250 actions à 103.

Nous apprenons qu'à la chambre des représentant, le vendredi 27 juin, on s'est occupé entre autres choses du bill pour l'ajustement final des prétentions de terre dans l'Est de la Louisiane, et dans les territoires des Arkansas et de la Floride, qui a été produit sur la question de la copier.

Mr. Cuve Johnson a proposé d'amender le bill en faisant un arrangement particulier sur les prétentions formées sur les Arkansas.

Mr. Vinton s'est opposé à l'amendement. On a trouvé selon lui, qu'un grand nombre de ces prétentions étaient fondées sur le parjure. Le comité judiciaire avait préparé un bill pour en empêcher la consommation. Si l'amendement n'était pas retiré, dit-il, il allait proposer de laisser le bill sur la table.

Mr. Johnson expliqua longuement le principe de l'amendement, lequel discuté devait être adopté.

Mr. Sevier, soutint aussi l'amendement dans un discours animé.

Mr. Jarvis proposa de laisser le bill sur la table.

Mr. Garland demanda les oui et les non sur la motion, qui n'ont pas été commandés.

La motion pour laisser le bill sur le table a été adoptée.

AVEZ-VOUS LU L'OUVRAGE DE M. TRASTOUR ?

Son opuscule nous étant tombé sous la main nous nous permettrons d'en dire notre opinion. Notre jugement sera impartial, parce que nous croirions faire injure à l'auteur et manquer au public, il nous en coûte d'en dire du mal.

M. Trastour a voulu rendre service au public en publiant son discours sur les valeurs ; cette formalité louable et au nom de tous, nous lui en adressons nos remercîments. Il est beau et noble de faire part à ses semblables des connaissances que l'on a acquises ; aussi, M. Trastour a de justes titres à la reconnaissance générale, puisque de qu'il a écrit concerne tout le monde.

M. Trastour a embrassé un sujet immense qui a occupé la vie entière d'un grand nombre de philosophes de tous les siècles. Il a cherché à faire entrer dans un cadre fort étroit ce qui a été écrit depuis Platon jusqu'à nos jours ; c'est un vraiteur de force, voyons si M. Trastour est parvenu à le faire.

Selon nous, pour atteindre son but, M. Trastour aurait dû s'en tenir aux grandes divisions, et il ne pouvait pas se permettre d'entrer dans les particularités sans s'exposer à faire de nombreuses omissions, et à tomber dans l'obscurité.

C'étaient là deux écueils terribles que M. Trastour n'a pas su éviter. Qu'en est-il résulté ? c'est qu'après avoir lu son discours, on se demande ce qu'il a voulu dire, tant la confusion y règne.

Ce qui ne contribue pas peu à obscurcir encore les pensées de M. Trastour, c'est qu'elles ne sont pas présentées selon les règles de l'art. Il nous jette pêle mêle le fruit de ses lectures, et il nous laisse le soin de débrouiller ce cahos.

M. Trastour a donc manqué d'art. Il devrait savoir que penser et écrire sont deux choses différentes. L'auteur qui veut être lu, doit faire en sorte d'épargner au lecteur la peine de chercher ce qu'il a voulu dire, sans cela le dégoût qu'il éprouve lui fait jeter le livre de côté. Nous avouons que, c'est là ce qui nous est arrivé. Cela vient peut être de notre impatience, mais nous craignons que M. Trastour n'ait rencontré beaucoup de personnes organisées comme nous.

Nous ignorons si M. Trastour a écrit dans sa langue maternelle ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que son discours n'est pas écrit avec toute la pureté qu'exige la langue française qui ne permet pas à tout le monde de l'approcher. *Non licet omnibus adire Corinthum.*

Au reste, comme nous pensons que c'est le coup d'essai de M. Trastour, nous ne perdons pas l'espoir de le voir, avec du tems et du travail, réussir à nous donner une production qui fera taire tout-à-fait la critique.

Loin de nous la pensée de chercher à diriger personne ; et si nous avons parlé du discours de M. Trastour, c'est que nous avons cru qu'il méritait la peine d'être critiqué. Une critique franche est préférable à un éloge non mérité.

Je ne puis cependant, chaudement, féliciter les personnes qui entrent en relation avec votre administration des sentimens de confiance dont vous m'avez honoré. Je m'en rappellerai toujours avec reconnaissance, et je suis avec le plus profond respect votre obéissant serviteur,

R. B. TANEY.

Au Président des Etats-Unis.

WASHINGTON, 25 Juin 1831.

Mon cher Monsieur,—J'ai reçu votre démission à la place de Secrétaire de la Trésorerie, à la quelle je vous avais nommé pendant la recès du Sénat, et que vous quittez jusqu'à cette chambre n'a pas voulu sanctionner votre nomination.

Je ne puis m'empêcher, dans cette occasion, de vous exprimer combien je suis peiné de la nécessité qui vous force à vous retirer de cette place importante, et je ne veux pas la laisser passer sans rendre hommage au patriotisme, à la fermeté, et à l'habileté que vous avez déployés depuis que vous faites partie de mon cabinet. Sachant que vous ne désiriez pas occuper cette place, qui était étrangère à votre genre de vie, je n'ai qu'être reconnaissant de la complaisance avec laquelle vous avez sacrifié l'indépendance de votre profession, pour vous charger de la responsabilité attachée à la place d'Avocat Général des Etats-Unis, à ma requête. Ce sentiment n'a pas diminué lorsque, à ma vive instance, voyant les difficultés dont j'étais environné, vous avez abandonné votre profession d'avocat pour venir à mon secours, en entrant au département de la trésorerie, pour m'aider à mettre à exécution cette mesure importante qu'exigeaient, et les intérêts et les vœux du peuple. La générosité avec laquelle vous avez pris une responsabilité aussi éminente, et sacrifié vos intérêts personnels, comme la preuve en est connu quant acquise, exige de moi des marques de reconnaissance qu'il n'est impossible de vous donner. Mais, mon cher Monsieur, vous avez déjà trouvé une partie de votre récompense dans la conscience d'avoir fait votre devoir, et l'approbation qu'un public juste et intelligent ne peut manquer de donner à votre conduite, sera l'hommage le plus beau qui puisse être rendu à un homme d'un mérite aussi distingué que vous l'êtes. Le plan de politique financière que vous avez initié par vos faits, et que vous avez développé dans vos rapports officiels, et qui a reçu l'approbation de la Chambre des Représentans, finira, je n'en doute pas, par obtenir un succès complet, et les heureux effets qui en résulteront pour le peuple en général, suffiront pour compenser l'injustice momentanée dont vous êtes l'objet. Et comme dans tout état de cause, la mémoire des martyrs est la plus sacrée, ainsi ceux qui auront été victimes dans le grand effort que nous venons de faire pour assurer notre république du joug corrompe de cette grande puissance de métaux, seront honorés par la postérité, en proportion des services qu'ils auront rendus et des sacrifices qu'ils auront faits.

Je suis avec respect, votre ami sincère
et votre obéissant serviteur,

ANDREW JACKSON.

A l'Hon. R. B. Taney.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Newport, Norgrave, Bordeaux, S Thompson
Navire Charles Wharton, Yorke, Isle de Man, Lockart & Arnot
Barque Anne Louise, Demandre, Nantes & Bordeaux, J B & F Labatut
Brick Bourne, Berthal, Baltimore, Harrison, Brown & co
Brick Caroline Germaines, Baltimore, capitaine
Goel Perrin, Bonna, Bontemps, Tampico, F Turner
Brick Brothers, Hughes, Baie de Honduras, J K W
Goel Mary Ann, Liddle, Mobile, capitaine
Brick Mary, Le Blanc, Campêche, J W Zacharie & co

ARRIVES

Bateau à vapeur Cavalier, Thompson de Fort Gibson.

En vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé, j'offrirai en vente à la Bourse, encoignure St. Louis et Chartres, mardi, 15 du courant, à onze heure après midi, du consentement des parties, la goelette Emperor, ses agrès, apparaux et ameublemens. Conditions : Comptant.

14 juil G. W. MORGAN, s.ériff.

Cour de District.—*William Brashear contre Jane Soumandre.*—En vertu d'un ordre de saisie et de vente à moi adressé, il sera vendu à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues Chartres et St. Louis, de cette ville, vendredi 1er. août prochain, à une heure après-midi la propriété décrite dans le dit ordre de saisie et de vente comme il suit : Un certain TERRAIN situé dans la rue St. Thomas, entre les rues Benjamin et Richard, faisant partie du No. 12, dans l'îlet No. 9, faubourg Sanlet, ainsi bien qu'en édifice en briques, et les améliorations qui s'y trouvent. Le dit terrain a trente pieds de face sur la rue Thomas, plus ou moins, et cent vingt pieds de profondeur.

Cette crée étant la seconde et dernière, la dite propriété sera définitivement adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, au prix qui en sera donné, à tiq an de terme l'acquéreur fournissant une obligation endossée à satisfaction, portant intérêt de dix pour cent, et hypothèque sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

11 juillet G. W. MORGAN, shff.

État de la Louisiane.—Cour du Premier District Judiciaire.—Jean Bte. Joubiane et ses créanciers.—En vertu des propriétés du pétitionnaire ayant été acquises par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné qu'une assemblée desdits créanciers ait lieu en l'étude de Felix Grimal, notaire public, le 15 août prochain, à dix heures du matin, pour y procéder sur les affaires du pétitionnaire, et qu'en attendant toutes poursuites contre sa personne et ses biens soient suspendues. Par ordre de la cour, ce 12 juillet 1834.

14 juillet—3 Jn. L. LEWIS, greffier.

MAIRIE DE LA NLLE.-ORLEANS.

Le cours de la farine fraîche est aujourd'hui à $7,00 par baril ; d'après le tarif, les boulangers devront donner pendant la semaine prochaine, (à partir de lundi,) 30 onces de pain pour un escalin. 12 juil

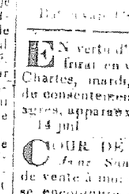
A VENDRE—Une négresse robuste et jeune, d'une parfaite santée, elle est âgée d'environ 23 ans, et est depuis trois ans dans le pays, elle parle le français et l'anglais, et est garantie des vices et maladies prévues par la loi. elle est offerte avec son enfant, mulâtre âgé d'environ 12 mois. Si d'ici au lundi 21 du courant, la dite esclave n'est pas vendue, elle le sera le dit jour, à midi, à la Bourse de Hewlett, par M. Domergue. S'adresser à M. Pessou, rue Dauphine, No. 20.

Conditions à ten ant. 12 juil—8

Les personnes qui ont des saisies exécutions ou des saisies arrêts entre les mains du soussigné, contre Edmond Rideaux, sont prévenues qu'il va payer entre les mains du soussigné de la paroisse d'Orléans, les sommes dû dit au dit Edmond Rideaux.

13 juil—3 (signé) J. B. AZARETTO.

$5 DE RECOMPENSE



SERONT payées par les soussignés à quiconque leur ramènera au No. 65, encoignure des rues St-Louis et de la Levée, une mulâtresse nommée ADELAIDE, âgée d'environ 35 ans, de la taille d'environ 5 pieds 4 pouces, d'une forte constitution, parlant français, est née de du pays et mère de deux filles. On dit qu'elle se tient sur le chemin du Bayou. Tout le monde est averti de ne pas donner asyle à cette mulâtresse, sous les peines portées par la loi.

11 juil—3 Ve. KOKERNOT & Fils.

500 BARILS Farine de Boulangers; 250 do. Whiskey rectifié; 580 barriles de Graisse; 50 do. Beurre frais, reçus et à vendre par

7 juil ORAIN & MIGNON,
No. 7, Nouvelle-Levée.

TRAITES sur Paris et Londres, à vendre par la Banque de l'Etat de la Louisiane, en somme, et à un tems qui petit convenir aux acheteurs.

7 juil RICH. RELF, caissier

Banque de l'Union de la Louisiane,
Nlle.-Orléans, 9 juillet 1834.

CETTE Banque achètera des Traites sur l'Angleterre, à 11 pour cent de prime. SAM. C. BELL,
7 juillet caissier pro temp.

M. J. E. TATE, professeur d'anglais et d'espagnol a l'honneur de prévenir les dames et messieurs de la Nouvelle-Orléans, qu'il donne des leçons dans l'une ou l'autre de ces langues. Le prix sera très modéré ; s'adresser No. 85, rue d'Orléans.

Référer à F. H. Pastrain et C. Samory. 20 mai—2ps

VOL.—On a volé au soussigné un check tiré par la Banque d'Orléans, en sa faveur, payable à son ordre, pour $500, sur la Banque Commerciale de la Pennsylvanie—Benjamin Smith, caissier—No. 24, daté le 17 mai 1834, mais sans endossement sur le duplicata. Le public est prévenu de ne pas le recevoir en paiement.

7 juillet—4 AUSTIN WOOLFOLK.

Chambre des Communes de la Nlle.-Orléans.

Ordre du jour.

Comité d'amnistie pour le jour de juillet.

Messrs. Alex. Dard, Moïse. J. Cornail
Thos. Duplantier, J. H. Hall,
Nathl. Dick, Jno. P. Perret

Comité d'appels !

M. Thos. Urquhart, *Président.*
Messrs. J. S. Peters, et J. B. Byrne, *Vice-Présidents.*
Messrs. James Dick, A. Quertier.
W. L. Hodge, A. Fiot.
H. C. Cammack, et W. Rogers.

Par ordre de la Chambre.

2 juil. Chs. BRIGGS, secrétaire

$500 DE RECOMPENSE.

La susdite récompense sera payée par les soussignés à quiconque donnera un bureau du Maire, des informations suffisantes pour mener à la découverte et à la conviction des coupables qui sont entrés dans notre magasin dans la nuit du 5 de ce mois.

On récompensera aussi, généreusement, ceux qui feront recouvrer la totalité ou une partie des papiers qui ont été volés.

7 juil—[illegible] CAMPBELL STAKER & CO.

A LOUER—Une bonne négresse nourrice, d'une forte constitution. S'adresser rue Bourbon, entre St. Pierre et Toulouse, No. 167. 9 juil—3

BANQUE DE CUBE,
Nouvelle-Orléans, 9 juillet 1834.

CETTE institution achètera des traites et des chèques sur le nord.

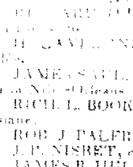
9 juillet R. J. PALFREY, caissier

Banque du Commerce de la Nlle.-Orléans.

CETTE Institution achètera des lettres de change sur le Nord &c. Par ordre de la Direction.

9 juillet Jos. SAUL, caissier.

$10 DE RECOMPENSE.



PARTIE marronne dimanche dernier, une négresse nommée MARIA, d'un teint jaune, d'environ 4 pieds 3 pouces de haut, ayant les yeux un peu enfoncés dans la tête, venu depuis peu du Natchez, âgée d'environ 23 ans, et parlant seulement l'anglais. La récompense ci-dessus sera payée à quiconque l'amènera au soussigné, ou la mettra dans une prison d'où il pourra la retirer.

ROBERT FARR,
9 juil No. 17, rue de la Commune.

CHANGEMENT DE DOMICILE.

Le soussigné a transféré ses soieries de goût, du No 15, rue du Camp, au No. 45, rue de Chartres, où en addition à son magasin, il vient de recevoir par le navires [illegible] Brutus 17 caisses de marchandises riches, nouvellement en parties les articles suivants, savoir :

Caisses de Mousseline imprimées, d'un nouveau goût;
Caisse d'échantillons de Foulard, imprimés dans le goût le plus riche.
Idem de guinghams, excels de 12ème. qualité.
Idem de tabliers en grains de cebier, de boucles à la mode et de ceintures de sûreté,
Idem assortis en rubans, et une belle de palmier,
Idem de [illegible] en soutache, de bonnets, et de pelerines,
Idem de mousseline de coton, et de bas brodés,
Idem de bas de soie blancs et noirs,
Idem de [illegible] points de Marseille de 8-4 à 15,
Idem de [illegible] et de mousseline pour draperie,
Idem de mouchoirs de goût assortis, de mouchoirs [illegible] dans le goût le plus nouveau de [illegible] et des [illegible] de deutelle noire, [illegible] de turban de goût de goût.
[illegible] dessus et [illegible] en cuir par caisse
[illegible]

A. G. LOCHRANE,
26 juil No. 15 rue de Chartres

PAROISSE D'ORLEANS. *Cour des Preuves.*—Vente par le Register des Testaments. Mardi 12 août 1834, à midi, j'exposerai en vente, à la bourse, pour compte de la succession de feu Thomas Henderson, la propriété ci-après décrite, savoir. Un demi terrain ayant 60 pieds de face à la rue Dauphine sur 60 pieds de profondeur, ensemble les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent consistant en deux maisons basses en bois et autres bâtisses dans la cour.

Conditions de cette vente. Un quart comptant et la balance en 4, 8 et 12 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale.

P. LEBLANC, d. p. greffier.

N. B. Cette vente sera passée pardevant W. Christy, not. pub. aux Rues de Pacquebier. 9 juillet

$6000 DE RECOMPENSE.

CONFORMEMENT à une résolution adoptée par les différentes banques de cette ville, une récompense de six mille piastres est offerte pour l'arrestation d'Antoine Fowcher, [illegible] qui s'est évadé, et qui est accusé d'avoir contrefait les signatures, pour des sommes considérables, sur les banques et sur le public.

Nouvelle-Orléans, 9 juin 1834.

[illegible] CAVELIER, caissier de la Banque de l'Etat de la Louisiane.
JAMES SAUL, caissier de la Banque des Etats-Unis à la Nlle.-Orléans.
RICH. L. BOOKER, caissier de la Banque de la Louisiane.
ROB. J. PALFREY, caissier de la Banque de Cuba.
J. P. NISBET, caissier de la Banque d'Orléans.
JAMES B. HULLEN, caissier de la Banque des Artisans et des Marchands.
JOSEPH SAUL, caissier de la Banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans.
JOHN C. BELL, caissier pro tempore de la Banque de l'Union de la Louisiane.
BEVERLY CHEW, président de la Banque du Canal

7 juin—7

ETAT DE LA LOUISIANE. Cour du Premier District Judiciaire—Francis Herries contre ses créanciers—Attendu que Francis Herries, débiteur insolvable, ne contenant détenu, a, en vertu de l'acte pour venir au secours des débiteurs insolvables détenus, et afin d'obtenir le bénéfice de dit acte, enregistré sa pétition dans la Cour du premier District Judiciaire de l'Etat, de la Louisiane, avec cet par le présent donné aux créanciers du dit pétitionnaire et ils sont par le présent cités d'avoir à comparaître devant ladite cour, le lundi, 18me. jour d'août prochain, à 10 heures du matin, pour y déduire les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la demande dudit pétitionnaire, et élargi. M. G. Schmidt est nommé pour représenter les créanciers absents.

Par ordre de l'honorable Chs. Watts, juge de la dite cour, ce 7 juillet 1834.

10 juil—8,2ps P. LEBLANC, d. p. greff.

PAROISSE D'ORLEANS.—*Cour des Preuves.*—Etat de la Louisiane.—A tous ceux que cela peut concerner. Qu'il soit connu que *Sampson Blossman*, demeurant en la ville de la Nouvelle-Orléans, s'est adressé à moi W. F. C. Duplessis, régister des testaments, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans et ex-officio greffier de la Cour des Preuves dans et pour ladite ville et paroisse pour publier et annoncer conformément à un acte de la législature intitulée "un acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires;" approuvé le 10 Mars 1834, et étant à ma connaissance que le dit Sampson Blossman est devenu acquéreur des propriétés ci-après décrites, vendues par moi le cinquième jour de mai dernier d'après un ordre de cette cour à la date du 26me. jour de mars dernier dans la succession de Nicholas Fortin, comme propriété appartenant à la dite succession et lequel ordre de cour fut rendue sur la demande de la veuve et des héritiers du dit N. Fortin.

DESCRIPTION DES PROPRIETES.

Dix huit lots de terre situés dans le faubourg Pontchartrain et désignés par les numéros, quatre vingt onze, quatre vingt douze, quatre vingt treize, quatre vingt quatorze, quatre vingt quinze, quatre vingt seize, quatre vingt dix sept, quatre vingt dix huit, quatre vingt dix neuf, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent quarante neuf, cent cinquante et cent cinquante un ; d'après un plan fait par Joseph Pilié, voyer de la ville, daté le 4 mai 1834 et annexé à un acte passé par devant Buggés Pédesclaux, esq. not. public le 13 mai 1834, les dits lots ayant (mesure française) les dimensions suivantes, savoir: ces lots numéros 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104 et 105, mesurant chacun soixante pieds de face à la rue des Floridas et à la rue Maurepas, sur cent cinquante pieds de profondeur d'une rue à l'autre.

Les lots numéros 91, 97, 98 et 105, formant chacun encoignure.

Et les lots numéros 149, 150 et 151 mesurant chacun soixante pieds de face à la rue Maurepas sur cent cinquante pieds de profondeur d'une rue à l'autre.

Les lots numéros 91, 97, 98 et 105, formant chacun encoignure.

Le prix de la vente fait comme il est dit et désuis au dit Sampson Blossman est de 3980, payable en cinquante comptant, et la balance à un, deux et trois ans, du jour de la vente, savoir, du 5 mai 1834.

Après causes, toutes personnes qui ont, ou pourraient avoir quelques réclamations aux propriétés ci-dessus décrites, en conséquence d'un défaut de demande dans l'ordre le décret du jugement de la cour, en vertu duquel [illegible] l'estimation, Paris ou le temps et le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire, dans trente jours à dater de la publication du présent avis, les raisons pour lesquelles les ventes ainsi faites ne seraient pas confirmées et homologuées comme le demande le dit acquereur.

4 juillet W. F. C. DUPLESSIS, régr.

CARGAISON de navires Américains, capitaine Brett venant de Matamoros, à vendre par le soussigné :

652 barriques Vin rouge, Marseaux, Tonnet, Fabre ;
100 barils Vin imitation Madère ;
300 caisses Vin Muscat ;
679 paniers Huile d'Olive, bouteilles de 24 onces ;
125 caisses Sardines assorties, 300 Chaines Anisette ;
9 Jarres de 5 barils contenant des Noix ;
[illegible] Bouteilles vides ;
100 caisses Liqueurs assorties.

E. H. BERNARD,
11 juin rue Royale, No. 107

$2000. SCELLE, [illegible]
juin 25 J. MAGER.

LOUISVILLE & CINCINNATI.

Le balcau à vapeur HEROINE, capne. Spartawk, ayant une partie [illegible] en cargaison engagée, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à

TOURNE & BECKWITH,
14 juil No. 23, Nouvelle-Levée

POUR BALTIMORE, (dimanche prochain.)

Le brick fin voilier, BOURNE, capitaine Donithal, partira dimanche prochain, 13e du courant. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, vis-à-vis le poteau No. 20, ou à

HARRISON, BROWN & CO,
10 juil rue Royale, No. 117.

POUR NANTES ET BORDEAUX.

L'ANNE LOUISE, son départ est fixé pour le 15 du courant, et prend des passagers. S'adresser au capitaine à bord, vis-à-vis la presse à coton, Longues Marigny, ou à

11 juil J. B. & F. LABATUT.

POUR LA HAVANE.

Le brick espagnol, bon voilier MARIA, nouvellement MANUELITA, capitaine Porven Solo, ayant la plus grande partie de sa cargaison engagée, fera voile le 15 du courant. Pour fret ou passage, ayant d'excellens emménagemens à bord et des chambres basses, s'adresser au capitaine à bord, ou à

9 juil—6 ACEBO & Co.

Les soussignés ont besoin d'un navire de première classe, doublé et chevillé en cuivre, d'environ 700 balles de coton, pour un voyage pour l'Europe.

9 juil T. NICOLET & CO.
No. 30, rue Toulouse

POUR PORT AU PRINCE.

La goelette DORCHESTER, fine voilière, doublée et chevillée en cuivre, capt. Sulvi, partira pour le dit port avant la fin de la semaine. Pour passage, s'adresser à

8 juil M. S. CUCULLU, LAPEYRE & Co.

POUR TAMPICO.

Le brick mexicain, SANTA ANNA, est prêt pour le dit port, prendra des passagers et le fret de 200 barils. S'adresser à

9 juillet M. S. CUCULLU, LAPEYRE & Co.

POUR LA HAVANE.

Le brick espagnol neuf et fin voilier EMILIO, capitaine Surt, ayant la moitié de son chargement engagée, partira sous peu. Pour fret ou passage, ayant de beaux emménagemens, s'adresser au capitaine à bord, ou à J. PRATS & FILS,
7 juil rue Ste. Anne, No 92

POUR LA HAVANE, (passage seulement.)

La goelette RAMONCITO, capitaine Alcina, ayant tout son chargement prêt, partira bientôt. S'adresser au capitaine à bord, ou à

7 juillet GARCIA, BUYO & Co,
rue Ste. Anne, No. 34.

AVIS AU PUBLIC.

Le magasin des soussignés ayant été forcé la nuit du 5 du courant, et leur caisse pillée, ils avertissent le public de ne pas trafiquer pour les billets tirés en leur faveur depuis le premier janvier dernier.

8 juillet CAMPBELL, STAKER & Co

PAROISSE D'ORLEANS.

COUR DES PREUVES.—Attendu que Oliver Akin a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Thos. He Smith, *décédé intestat* : avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
8 juil W. F. C. DUPLESSIS, Rég.

Succession de Thérèse Dufau.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte, présenté par l'exécuteur testamentaire, ne serait point approuvé et homologué, et le dit exécuteurs déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité.

Par ordre de la cour,
8 juil W F C DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves.*—Vente par le Régister des Testaments,—Samedi 19 juillet 1834, a 10 heures du matin, j'exposerai en vente, à l'encoignure des rues du Camp et Gravier, les meubles meublans et autres effets mobiliers appartenant à la succession de feu Théodore G. Peters,

Conditions : Comptant. Par ordre de la cour,
8 juil W F C DUPLESSIS, reg.

Succession de Lange Casagnoile.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par l'exécuteur testamentaire de la dite succession, ne serait point approuvé et homologué.

Par ordre de la cour,
7 juil W F C DUPLESSIS, rég.

$10 DE RECOMPENSE.

SERONT payées à celui qui arrêtera le nègre nommé JOHN, parti mardi le 7 du courant, il était vêtu d'un gilet de nankin et d'un pantalon de colonnade bleue, c'est un nègre à le sourire sur les lèvres, il est très bavard, et serre les dents en parlant. Il appartenait à madame Labat, de qui je l'ai acheté. Il est probable qu'il cherchera à se louer.

Les capitaines de navires sont avertis de ne pas le recevoir à leur bord sous peine d'être poursuivis selon la rigueur des lois.

8 juil—3 A. LACOUTURE.

$10 DE RECOMPENSE.

PARTI marron de l'habitation du soussigné le 12 du courant, le nègre américain nommé COOPER GARRETT, âgé de 28 à 30 ans, il ne parle que très peu le français, taille 5 pieds 5 pouces, épaules larges, teint rouge, la bouche grande et les lèvres grosses, il a sur le devant de la tête un bouquet de cheveux blancs.

La récompense ci-dessus sera payée à quiconque le logera dans une des geoles de cet état.

21 juin—9,3ps DUFOUCHAR DEGRUY.

J. R. PUTNAM, *DENTISTE.*

A L'HONNEUR d'informer le public qu'il demeure actuellement dans la maison récemment occupé par le docteur Ker, à l'encoignure des rues du Canal et Royale, où on pourra le trouver depuis 9 heures du matin jusqu'à 5 heures de l'après-midi, prêt à remplir les devoirs de sa profession. Il invite les personnes qui désirent l'employer et le consulter, à venir chez lui, vu qu'il lui est impossible de sortir durant cette partie de la journée (excepté en cas d'indisposition), il a pour les personnes qui l'honoreront de leur visite un salon distinct et séparé, des appartemens de sa famille, et où elles peuvent être tout-à-fait en particulier pendant l'opération ou en attendant ses services s'il se trouvait occupé. Ses prix sont ceux sanctionnés par l'usage dans sa profession et il n'en départira que pour les personnes de moyens limités ou pour les familles qui l'honoreront de leur confiance ; dans ce cas il fera une déduction raisonnable. N'ayant aucun aide et voulant toujours qu'on le trouve chez lui, il est évident qu'il ne peut tenir de comptes et collecter lui-même ce qui lui est dû, il prie donc les personnes qui recevront ses services de vouloir bien régler au moment où on sollicitera le jugement convenable, plusieurs personnes s'étant offensées de se voir présenter des comptes par un gens commis à cet effet. Il espère que l'on sera ponctuel aux rendez-vous donnés, ou qu'on l'avertira à temps, la négligence à cet égard pouvant être d'un grand inconvénient pour d'autres personnes, et lui causant toujours à lui même une perte de temps. Il prie les personnes qui lui doivent pour services rendus durant la dernière saison de vouloir bien venir régler leurs comptes. 30 nov

Banque des Artisans et Commerçants.

LE Président et les Directeurs de cette institution, ont aujourd'hui déclaré un dividende de deux pour cent sur le capital versé dans les caisses de cette banque, payables a